

**ACCORD-CADRE N°26A06 PORTANT SUR LA MISE A DISPOSITION  
DE CONTENANTS, LA COLLECTE, LE TRANSPORT ET LE  
TRAITEMENT DES DÉCHETS POUR L'UNIVERSITÉ DE LORRAINE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**APPEL D'OFFRES OUVERT**

Accord-cadre passé en application du Code de la Commande Publique (notamment ses articles R2161-2 à R2161-5 et R2162-1 à R2162-6) :

Le détail des prestations objets de l'accord-cadre est décrit dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatifs à chaque lot.

**Codes CPV :**

- Services liés aux déchets et aux ordures : 90500000-2
- Elimination et traitement des ordures : 90510000-5
- Services de collecte des ordures : 90511000-2
- Services de collecte du papier : 90511400-6
- Services de traitement et d'élimination des ordures ménagères et des déchets non dangereux : 90513000-6

**Personne publique contractante** : Université de Lorraine.

**Comptable assignataire** : l'agent comptable de l'université de Lorraine.

## SOMMAIRE

Article 1 – Caractéristiques de l'accord-cadre .....	4
1.1 - Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 - Forme de l'accord-cadre.....	4
1.3 – Estimation et montant maximum.....	4
1.4 - Prestations s'exécutant par l'émission de bons de commande .....	5
1.5 - Prestations donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents.....	6
1.6 – Cas exceptionnel de recours à un autre titulaire du présent accord-cadre .....	6
Article 2 – Documents contractuels .....	6
2.1 - Documents contractuels de l'accord-cadre.....	6
2.2 - Documents contractuels des marchés subséquents.....	7
2.3 - Stipulations communes.....	7
Article 3 – Durée des accords-cadres .....	7
Article 4 – Modalités d'exécution des prestations .....	8
4.1 - Délais d'exécution.....	8
4.2 - Lieu de réalisation des prestations .....	8
4.3 - Règles de sécurité et de comportement .....	8
4.4 - Dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure – Plan de prévention .....	8
4.5 - Respect de la législation.....	9
4.6 – Communication autour des gestes de tri.....	9
4.7 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	9
4.8 – Clause d'insertion sociale obligatoire ( <b>uniquement pour le Lot n°1</b> ) .....	10
4.8.1 - <i>L'engagement d'insertion</i> .....	10
4.8.2 - <i>Les publics visés</i> .....	10
4.8.3 - <i>Le dispositif d'accompagnement des entreprises</i> .....	11
4.8.4 - <i>Les modalités de mise en œuvre</i> .....	12
4.8.5 - <i>La globalisation des heures d'insertion</i> .....	12
4.8.6 - <i>Respect de la réglementation RGPD</i> .....	12
4.8.7 - <i>Le suivi et contrôle de l'action d'insertion</i> .....	13
4.9 – Développement durable.....	13
4.9.1 – <i>Respect de la législation</i> .....	13
4.9.2 – <i>Respect de la hiérarchisation des modes de traitement</i> .....	14
4.9.3 – <i>Mode de transport et écoconduite</i> .....	14
4.9.4 – <i>Optimisation de la collecte des déchets</i> .....	15
4.9.5 – <i>Communication du BEGES</i> .....	15
4.10 – Communication des statistiques .....	15
Article 5 – Opération de vérification et d'admission .....	16
Article 6 – Clause de réexamen .....	16
6.1 - Evolution à l'initiative du titulaire .....	16
6.2 - Evolution à l'initiative de l'Université de Lorraine .....	16
Article 7 – Prix .....	17

7.1 - Contenu des prix.....	17
7.2 - Révision des prix .....	17
7.3 – Clause de sauvegarde .....	18
Article 8 – Avance et acomptes .....	18
8.1 - Avance.....	18
8.2 - Acomptes.....	18
Article 9 – Facturation.....	18
Article 10 – Mode de règlement.....	19
Article 11 – Droit et langue .....	20
Article 12 – Pénalités.....	20
12.1 - Pénalités pour retard dans la transmission du bilan annuel ou du bilan BEGES .....	20
12.2 - Pénalités pour retard de livraison .....	21
12.3 - Pénalités pour retard d'exécution des prestations .....	21
12.4 - Pénalité pour prestations non conformes au cahier des charges .....	21
12.5 - Pénalité pour prestations non conformes aux prestations commandées .....	21
12.6 - Pénalité pour non-conformité des véhicules de collecte des déchets.....	21
12.7 - Pénalité pour non-remplacement d'un équipement défectueux dans les délais .....	21
12.8 - Pénalités pour retard ou omission dans la transmission d'une offre préalable à la conclusion d'un marché subséquent ou d'une mise à jour dans le cadre de la clause de réexamen .....	21
12.9 - Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion par l'activité économique .....	22
Article 13 – Modifications relatives au titulaire.....	22
13.1 Modifications mineures .....	22
13.2 Modifications majeures .....	22
Article 14 – Dérogations au CCAG-FCS.....	22

## Article 1 – Caractéristiques de l'accord-cadre

### 1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la mise à disposition de contenants, la collecte, le transport et le traitement des déchets pour l'Université de Lorraine.

Les déchets visés dans le présent accord-cadre sont les suivants :

- Déchets assimilés aux ordures ménagères, les déchets recyclables, le verre, le papier, le carton, le biodéchet, les essuie-mains (collecte récurrente)
- Déchets Industriels Banals (en mélange, ferrailles, bois, déchets verts, etc.) (collecte ponctuelle)
- Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE)
- Déchets chimiques
- Déchets biologiques (DASRI)

Il est décomposé en plusieurs lots, définis comme suit :

N° du lot	Intitulé du lot
1	Mise à disposition de contenants, collecte <b>récurrente</b> , transport et traitement des déchets assimilés aux ordures ménagères, déchets recyclables, verre, carton, papier, biodéchet, et essuie-mains des sites de l'Université de Lorraine de <u>l'agglomération messine</u>
2	Mise à disposition de contenants, collecte <b>ponctuelle</b> , transport et traitement des déchets industriels banals (mélange papier / carton, bois, ferraille, déchets de chantiers, déchets verts...) des sites de l'Université de Lorraine des <u>agglomérations nancéienne et messine</u>
3	Mise à disposition de contenants, collecte, transport et traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques ( <b>DEEE</b> ) sur les sites de l'Université de Lorraine
4	Mise à disposition de contenants, collecte, transport et traitement des <b>déchets chimiques</b> sur les sites de l'Université de Lorraine
5	Mise à disposition de contenants, collecte, transport et traitement des <b>déchets biologiques</b> (DASRI) sur les sites de l'Université de Lorraine

### 1.2 - Forme de l'accord-cadre

Les contrats conclus sont des accords-cadres mixtes au sens de l'article R2162-3 du Code de la Commande Publique. Ils s'exécutent en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande.

Les contrats sont conclus avec **un titulaire par lot**, sans minimum en valeur comme en quantité et avec les montants maximums détaillés ci-dessous, pour toute la durée du contrat.

### 1.3 – Estimation et montant maximum

Les montants estimatifs ci-dessous sont communiqués à titre indicatif à partir des montants en euros H.T. observés **annuellement** :

N° du lot	Intitulé du lot	Estimation annuelle	Maximum sur toute la durée
1	Mise à disposition de contenants, collecte <b>récurrente</b> , transport et traitement des déchets assimilés aux ordures ménagères, déchets recyclables, verre, papier, carton, papier, biodéchet, et essuie-mains des sites de l'Université de Lorraine de <u>l'agglomération messine</u>	65 000€	520 000€
2	Mise à disposition de contenants, collecte <b>ponctuelle</b> , transport et traitement des déchets industriels banals (mélange papier / carton, bois, ferraille, déchets de chantiers, déchets verts...) <u>sur l'agglomération nancéienne et messine</u>	60 000 €	480 000
3	Mise à disposition de contenants, collecte, transport et traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sur les sites de l'Université de Lorraine	2 000 € (*)	200 000 €
4	Mise à disposition de contenants, collecte, transport et traitement des déchets chimiques sur les sites de l'Université de Lorraine	220 000 €	1 760 000 €
5	Mise à disposition de contenants, collecte, transport et traitement des déchets biologiques (DASRI) sur les sites de l'Université de Lorraine	30 000 €	240 000 €

(\*) Il est précisé que la majorité des collectes actuelles des D3E est gratuite, ce qui ne permet pas de disposer d'un historique financier représentatif.

#### **1.4 - Prestations s'exécutant par l'émission de bons de commande**

Toutes les prestations prévues dans les pièces contractuelles du présent accord-cadre listées à l'article 2.1 peuvent faire l'objet de bons de commande directement émis auprès du titulaire.

Toutes les prestations susceptibles d'être commandées dans le cadre de cet accord-cadre font l'objet de bons de commande SIFAC. Ces bons de commande sont signés par le représentant légal de l'Université ou par son délégataire et, par dérogation aux stipulations de l'article 3.1 du CCAG-FCS, sont notifiés au titulaire par le service émetteur, par voie postale, par courrier électronique ou par télécopie, à l'initiative de l'émetteur.

Ces bons de commande mentionnent notamment :

- La référence du contrat ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La désignation de la prestation dont l'exécution est demandée ;
- La période concernée ;
- Le montant de la commande ;
- Le lieu d'exécution et le service destinataire ;
- Les coordonnées de la personne à contacter avant l'exécution ;
- Le numéro de commande attribué par l'Université.

En cas de discordance entre les prix figurant dans le bon de commande SIFAC et les prix contractuels, le titulaire est tenu d'en informer le service émetteur de la commande et de ne pas donner suite à la commande.

## **1.5 - Prestations donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents**

Lorsque l'Université de Lorraine juge que les fournitures du cadre de réponse technique et financier ne correspondent pas à son besoin, elle peut demander au titulaire de compléter par écrit son offre initiale (à savoir l'offre remise lors de la réponse à l'appel d'offres).

Sauf mention contraire dans le marché subséquent concerné, les marchés subséquents prendront la forme d'un bon de commande fixant toutes les conditions d'exécution des prestations et exécuté au moyen de bons de commande.

Lors de la survenance du besoin et préalablement à la conclusion du marché subséquent, l'Université prend contact avec le titulaire via la plateforme de dématérialisation ou par courriel, afin qu'il puisse déposer une offre correspondante au besoin.

Par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG FCS, **le titulaire transmet son offre dans un délai maximum de 7 jours ouvrés suivant la réception de la demande.**

En cas de retard du titulaire dans la transmission de ses réponses à la demande de chiffrage, l'Université de Lorraine se réserve la possibilité d'imputer au titulaire la pénalité prévue à l'article 12.8 du présent CCP.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-FCS, en cas de retards réguliers dans la transmission de ses réponses aux demandes de complément de son offre initiale, l'Université de Lorraine se réserve la possibilité de résilier unilatéralement l'accord-cadre aux torts du titulaire, et ce sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS.

**L'acceptation de l'offre est établie par l'émission d'un bon de commande sur la base de l'offre remise par le titulaire.**

## **1.6 – Cas exceptionnel de recours à un autre titulaire du présent accord-cadre**

Par dérogation au principe d'exclusivité, l'Université peut recourir, pour les besoins listés ci-dessous, à un autre opérateur économique pour certaines prestations relevant des lots n°3 et n°4, lorsqu'un écart de prix d'au moins 30% est objectivement constaté au détriment de l'Université, entre le prix du titulaire du lot concerné et celui proposé par un autre opérateur.

Cet écart est établi sur la base d'éléments vérifiables et doit caractériser un intérêt économique manifeste pour l'Université.

La présente dérogation s'applique au :

- Lot n°3 : à la collecte et au traitement des batteries isolées ;
- Lot n°4 : à la collecte et au traitement :
  - Des eaux souillées et des huiles souillées ;
  - Aux petites bouteilles de gaz < 5kg ;
  - Aux D3E souillés chimiquement.

## **Article 2 – Documents contractuels**

### **2.1 - Documents contractuels de l'accord-cadre**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'établissement fait seul foi ;

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'établissement fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire.

## **2.2 - Documents contractuels des marchés subséquents**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du contrat, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre selon leur ordre et spécificités cités à l'article 2.1 du présent CCAP ;
- La demande de chiffrage ou la demande de complément formulée par l'Université de Lorraine ;
- L'offre transmise pouvant prendre la forme d'un devis ;
- Le mémoire technique du titulaire du marché subséquent le cas échéant.

Les marchés subséquents peuvent également prévoir l'ajout d'autres pièces contractuelles. Ces pièces seront listées dans le marché subséquent concerné.

## **2.3 - Stipulations communes**

Les obligations contractuelles définies supra expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs de l'accord-cadre.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

### **Article 3 – Durée des accords-cadres**

L'accord-cadre est conclu pour **une durée de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2026** (par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution du marché part à cette date).

Les marchés subséquents passés sur le fondement de cet accord-cadre peuvent être passés dès sa date de démarrage.

L'accord-cadre est reconductible **trois fois pour une période de douze mois, portant sa durée totale à 48 mois maximum.**

Cette reconduction est tacite, le titulaire ne peut s'y opposer. L'université peut cependant décider de ne pas reconduire le contrat. Elle en avise alors le titulaire via la plateforme de

dématérialisation au plus tard un mois avant l'expiration de la période en cours.

## **Article 4 – Modalités d'exécution des prestations**

### **4.1 - Délais d'exécution**

Sauf disposition contraire indiquée dans les CCTP des lots concernés, des bons de commande ou des marchés subséquents, le titulaire dispose du délai maximum indiqué dans le cadre de réponse technique et financier (annexe 1 à l'acte d'engagement des lots concernés) pour réaliser les prestations.

Passé ce délai, l'Université pourra appliquer les pénalités prévues à l'article 12 du présent CCAP.

### **4.2 - Lieu de réalisation des prestations**

Le lieu de livraison des contenants et de la réalisation des prestations sont précisés dans le bon de commande ou le marché subséquent.

A titre indicatif, les listes des sites à collecter sont disponibles en annexe pour les lots concernés, sans que ces listes ne soient contractuelles.

### **4.3 - Règles de sécurité et de comportement**

Les matériels appartenant au titulaire sont tenus en bon état de marche et sont régulièrement contrôlés. Ils sont nécessairement conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Le titulaire respecte les règles de sécurité du travail et le règlement intérieur des locaux dans lequel il exécute les prestations ainsi que les règles de sécurité spécifiques à ces locaux. Il en prend connaissance avant tout commencement d'exécution des prestations. Il instruit son personnel à ce sujet.

### **4.4 - Dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure – Plan de prévention**

Les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure prévues par le Code du travail sont pleinement applicables. Le titulaire veille à leur bon respect.

Il est procédé notamment à une inspection commune préalable des lieux de travail et des installations qui s'y trouvent dans les conditions prévues aux articles R. 4512-2 et suivants du Code du travail.

Conformément à l'article R. 4512-6 du Code du travail, une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels est réalisée au vu des éléments recueillis lors de l'inspection commune. Lorsque les risques existent, un plan de prévention est arrêté avant le commencement d'exécution des prestations dans les conditions prévues par les articles R. 4512-6 et suivants du Code du travail.

**L'établissement d'un plan de prévention est obligatoire dans les cas prévus par la législation.** Le titulaire est chargé de sa rédaction après qu'il ait été arrêté d'un commun accord avec la Direction de la Prévention, Sécurité et Environnement de l'Université de Lorraine conformément à l'article R. 4512-6 du Code du travail. Il le remet à chaque composante concernée et en adresse une copie à la Direction de la Prévention, Sécurité et



Environnement de l'Université au plus tard cinq jours calendaires avant le commencement d'exécution des prestations.

#### **4.5 - Respect de la législation**

Le titulaire et son personnel respectent toutes les obligations, notamment législatives et réglementaires, qui leur incombent dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Notamment, le personnel du titulaire est soumis :

- aux dispositions prévues par la convention collective nationale des activités du déchet du 11 mai 2000 ; (<http://legifrance.gouv.fr/affichIDCC.do?idConvention=KALICONT000005635782>) et à la législation du travail ;
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites ;
- aux règles d'hygiène et de sécurité du travail applicables.

Le titulaire respecte les obligations législatives et réglementaires relatives aux visites médicales et examens médicaux périodiques que doivent suivre les personnels.

Le titulaire est responsable de la qualification et du recrutement de sa main d'œuvre et attache une attention particulière au bon respect de toutes les dispositions législatives et réglementaires en la matière. La qualification des personnels doit pouvoir être vérifiée par l'Université.

Le titulaire organise les actions de formation de son personnel et s'assure de l'état des connaissances sur le plan de la technique et de la sécurité.

#### **4.6 – Communication autour des gestes de tri**

Le titulaire met en œuvre des actions de sensibilisation des bénéficiaires par le biais de communications régulières, soit a minima une fois par an. Ces actions de sensibilisation portent sur :

- le tri sélectif ;
- la hiérarchie des modes de traitement des déchets (prévenir, réduire, réemployer et réutiliser, réparer, recycler, éliminer en dernier recours) ;
- les enjeux environnementaux associés.

Des actions complémentaires de sensibilisation pourront être demandés au titulaire. Leur contenu et modalités sont précisés, le cas échéant, dans les CCTP propres à chaque lot concerné.

Le titulaire propose également une signalétique spécifique afin de s'assurer la bonne utilisation des conteneurs, diminuer les erreurs de tri et augmenter les performances de valorisation.

#### **4.7 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par la convention collective nationale des activités du déchet du 11 mai 2000 et par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en France.

En cours d'exécution du contrat, le titulaire doit être en mesure de justifier sur simple demande qu'il respecte ces dispositions.

#### **4.8 – Clause d’insertion sociale obligatoire (uniquement pour le Lot n°1)**

Les conditions d’exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

L’Université, dans un souci de promotion de l’emploi et de lutte contre l’exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l’article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d’insertion par l’activité économique.

Le titulaire s’engage à promouvoir, dans le cadre de l’exécution des prestations du présent marché, l’emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d’insertion dans les conditions précisées dans le présent article.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au CCAP.

##### **4.8.1 - L’engagement d’insertion**

En application de l’article L.2112-2 du code de la commande publique, l’entreprise attributaire s’engage pour l’exécution de son lot, à mettre en œuvre une action d’insertion qui permette l’accès ou le retour à l’emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le titulaire s’engage ainsi à réaliser, durant la durée du marché, au minimum **8 heures d’insertion par tranche de 10 000€ HT facturés**.

Le calcul est fait sur l’ensemble des marchés subséquents et bons de commande du lot n°1 pour la durée totale de l’accord cadre.

Si le total du volume horaire dû est inférieur à 70 heures d’insertion, le titulaire n’a pas obligation d’exécuter la clause. Néanmoins, le début de la mise en œuvre de la clause devient exécutoire à partir de 70 heures.

##### **4.8.2 - Les publics visés**

Le dispositif mis en place vise à favoriser l’accès ou le retour à l’emploi de personnes qui en sont éloignées. Leur éligibilité doit être validée **en amont**, dans le cadre du dispositif d’accompagnement des entreprises, par le facilitateur désigné ci-dessous.

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont **en difficulté particulière d’insertion professionnelle** et relèvent notamment de l’une des catégories suivantes :

- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l’Etat :
  - personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
  - personnes prises en charge dans les structures d’insertion par l’activité économique (IAE)
  - personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
  - personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d’Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
  - personnes en parcours d’insertion au sein des groupements d’employeurs pour

l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

- personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
- jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, CEJ ...
- habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

#### 4.8.3 - Le dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, l'Université a mis en place un dispositif d'accompagnement et d'assistance aux entreprises.

#### **Les entreprises attributaires doivent prendre contact avec :**

**Cécile HENRY** – facilitatrice clauses d'insertion  
MAISON DE L'EMPLOI DU GRAND NANCY  
88 avenue du XXe Corps - 54000 Nancy  
Tel : **07.50.59.35.80**  
Mail : **[chenry@mde-nancy.org](mailto:chenry@mde-nancy.org)**

Le facilitateur intervient en appui technique et jouera le rôle d'interface entre les publics, les intermédiaires de l'emploi, les entreprises et l'Université.

Pendant le marché, son action consiste à :

- Informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion
- Proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés
- Fournir, à titre indicatif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par le marché.

- Accompagner l'entreprise attributaire (nature juridique des contrats de travail, modalités de recrutement, suivi social individuel, accompagnement collectif, visites et réunions de chantier, ...), en fonction des spécificités du marché.
- Suivre et évaluer l'exécution des clauses.

#### 4.8.4 - Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) ou un travailleur indépendant handicapé (TIH)
- 2ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché (CDD, CDI, Contrat alternance)
- 3ème modalité : la mise à disposition de salariés : l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une entreprise de travail temporaire (ETT), d'une entreprise de travail temporaire adaptée (ETTA), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI)

Dès notification du marché, le Titulaire devra prendre contact avec le facilitateur désigné afin de définir les modalités d'application de la clause d'insertion et le profil du ou des bénéficiaires.

#### 4.8.5 - La globalisation des heures d'insertion

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès des acheteurs la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

#### 4.8.6 - Respect de la réglementation RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Durant cette période, le facilitateur met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et le facilitateur s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable depuis le 25 mai 2018), le Titulaire ou le bénéficiaire des clauses bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données ou encore de limitation du traitement des données. Le Titulaire ou le bénéficiaire peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Dans le cadre de l'exercice de ses droits, toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

#### **4.8.7 - Le suivi et contrôle de l'action d'insertion**

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

Le Titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage et du facilitateur.

A la demande de l'Université ou du facilitateur désigné, le titulaire fournit trimestriellement, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action (par exemple : type de contrat, attestation d'heures d'insertion, récapitulatif des factures...).

L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités prévue à l'article 12.9 du présent CCAP.

Le Titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

### **4.9 – Développement durable**

#### **4.9.1 – Respect de la législation**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des

personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

#### 4.9.2 – Respect de la hiérarchisation des modes de traitement

La valorisation ou l'élimination des déchets collectés lors de l'exécution du présent marché est de la responsabilité du titulaire pendant toute la durée du marché. Le titulaire respecte les consignes de tri mises en place sur le site ou, le cas échéant, s'assure de la mise en place de collectes sélectives des déchets.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, de transport, entreposage, tris éventuels, traitement des déchets vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Les déchets collectés séparément en vue de leur recyclage ne doivent en aucun cas être mélangés avec des déchets d'autres natures.

Ainsi, le titulaire assure le traitement desdits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet, selon la hiérarchie des modes de traitement visée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation
2. Recyclage ;
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. En dernier recours, élimination.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, les bordereaux de suivi des déchets (BSD) permettant de garantir la traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation et la conformité de ce traitement aux exigences réglementaires.

Pour les déchets dangereux, ce bordereau est dématérialisé et les informations sont à déclarer dans le système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets Trackdéchets (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>).

#### 4.9.3 – Mode de transport et écoconduite

Pour la réalisation des prestations du marché, le titulaire recourt, lorsque les trajets le permettent, à des solutions de mobilité douce alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, et ce, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Ces solutions alternatives portent notamment sur le type de source d'énergie alimentant les véhicules routiers utilisés (électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse).

L'écoconduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ainsi que les dépenses associées à la consommation de carburant.

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formé à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés a minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

#### 4.9.4 – Optimisation de la collecte des déchets

Afin de réduire les impacts environnementaux liés au transport et aux modalités de collecte, le titulaire analyse systématiquement la possibilité de mutualiser la collecte des déchets d'un même bénéficiaire ou de plusieurs bénéficiaires situés dans un même périmètre géographique.

#### 4.9.5 – Communication du BEGES

Le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement (les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes) communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de 6 mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

#### **4.10 – Communication des statistiques**

Tous les ans, et au plus tard le 31 octobre de chaque année, le titulaire est tenu de communiquer un bilan annuel précis de l'année N-1 relatif à la collecte et à la gestion des déchets collectés et traités dans le cadre du présent marché, conformément à l'article D543-284 du code de l'environnement.

Ce bilan doit préciser, par site :

- Dates de collecte, de transport, de traitement ;
- Nature des déchets sortants : composition, dangerosité ;
- Quantité de déchets sortant (poids et volume) estimée ou pesée ;
- Origine : lieu de production concerné ;
- Nom et adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié (centre de traitement ou de valorisation) ;
- Nom et adresse du transporteur qui prend en charge le déchet ;
- Numéro du bordereau de suivi des déchets (BSD) le cas échéant ;
- Qualification du traitement final :
  - Réemploi / réutilisation ;
  - Recyclage ;

- Valorisation énergétique ;
  - Élimination.
- Répartition en pourcentage des flux de déchets par traitement final

## **Article 5 – Opération de vérification et d'admission**

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, l'université n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Néanmoins, le titulaire peut contacter l'université pour avoir connaissance de ces dates et heures pour pouvoir assister aux opérations de vérification.

Pour ce faire, il s'adresse au conducteur du projet pour l'université.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS, l'université se réserve la possibilité de procéder à des opérations de vérification pendant un délai de 30 jours à compter de l'installation.

Ces tests ont alors pour but de vérifier que l'équipement répond aux spécifications sur lesquelles le titulaire s'est engagé dans son offre, dans des conditions courantes d'utilisation.

## **Article 6 – Clause de réexamen**

Le présent accord-cadre comprend une clause de réexamen relative à l'évolution des fournitures de chaque lot. Cette clause s'exécute dans le respect du présent article :

### **6.1 - Evolution à l'initiative du titulaire**

Le titulaire peut faire évoluer les fournitures prévues à l'accord-cadre (ex : nouveaux types de contenant,...).

Dans un tel cas, l'évolution se traduit par l'ajout ou le remplacement d'une fourniture ou d'une partie de fourniture au profit d'une ou plusieurs fournitures de qualité égale ou supérieure, à un coût égal ou inférieur à celui remplacé.

Le titulaire s'oblige à accorder à ces évolutions de fournitures les mêmes garanties que celles prévues au présent accord-cadre et à observer les mêmes délais d'exécution.

Lorsque le titulaire souhaite faire évoluer ses produits, il formule sa demande à l'adresse suivante : [dha-metz@univ-lorraine.fr](mailto:dha-metz@univ-lorraine.fr) en fournissant les références, intitulés et caractéristiques techniques de ces fournitures ainsi que le prix public et la remise consentie.

L'Université dispose d'un délai de 10 jours calendaires à compter de la date de réception de ces documents pour les accepter par courriel ou par envoi via le profil acheteur PLACE. A défaut de réponse de l'Université, l'évolution est réputée refusée.

### **6.2 - Evolution à l'initiative de l'Université de Lorraine**

L'Université de Lorraine peut demander par écrit au titulaire d'apporter des modifications aux fournitures prévues à l'accord-cadre, ou d'en ajouter de nouvelles, en vue de leur amélioration ou de leur adaptation aux besoins de l'Université.

Lorsqu'il est demandé au titulaire une mise à jour des fournitures, celui-ci s'engage à la communiquer à l'Université à l'adresse suivante : [dha-metz@univ-lorraine.fr](mailto:dha-metz@univ-lorraine.fr) dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la réception de la demande. Cette mise à jour comprend a



*minima*, les références, l'intitulé, les caractéristiques techniques, les prix publics et les remises consenties des nouvelles fournitures.

Si le titulaire omet de présenter cette mise à jour dans un délai de 10 jours calendaires maximum à compter de la décision prise par l'Université, il encourt la pénalité prévue à l'article 12 ci-après. En cas de renouvellement de cette omission, l'Université se réserve le droit de résilier l'accord-cadre. Après mise en demeure restée infructueuse, la décision de résiliation sera envoyée via le profil acheteur PLACE et prendra effet à compter de la notification de l'acte.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

L'Université dispose d'un délai de 10 jours calendaires à compter de la date de réception de ces documents pour les accepter par courriel ou par envoi via le profil acheteur PLACE. A défaut de réponse de l'Université, l'évolution est réputée refusée.

## **Article 7 – Prix**

### **7.1 - Contenu des prix**

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires, selon les prix établis à partir de l'annexe n° 1 à l'acte d'engagement des lots concernés « Cadre de Réponse Technique et Financier ».

Les prix comprennent tous les frais, taxes et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dans les conditions stipulées au présent accord-cadre.

**Les prix TTC sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation.**

### **7.2 - Révision des prix**

Selon les circonstances, les prix peuvent être révisés à la baisse comme à la hausse dans les conditions et limites fixées ci-après.

Les prix sont révisés annuellement, à la demande expresse du titulaire ou de l'Université, à la date anniversaire de la notification du contrat, en application de la formule de révision de prix suivante :

$PR = Po \times [0,80 (IN / Io) + 0,20 (TN / To)]$
--

Dans laquelle :

- **PR** = prix révisé
- **Po** = Prix HT initial
- **IN et TN** = valeurs du dernier indice connu à la date de révision des prix
- **Io et To** = valeurs de ces indices connus à la date de remise des offres

*Choix des indices et index de référence*

▪ **Indice I :**

- Pour les lots 1, 2 et 3 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.11 – **Collecte des déchets non dangereux**  
Base 2021 – Indice mensuel consultable sur le site de l'INSEE sous le lien <http://www.indices.insee.fr/> – Identifiant n°010764303

- Pour les lots 4 et 5 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.12 – **Collecte des déchets dangereux**  
Base 2021 – Indice mensuel consultable sur le site de l'INSEE sous le lien <http://www.indices.insee.fr/> – Identifiant 010764000
- **Indice T** : Indices des prix de production des services français pour les marchés extérieurs (BtoE) – CPF 49.41 – **Transport routier de fret**  
Base 2021 – Indice trimestriel consultable sur le site de l'INSEE sous le lien <http://www.indices.insee.fr/> – Identifiant n°010766317

Le titulaire devra faire part de sa demande de révision des prix au moins un mois avant la date d'application et fournir à l'Université de Lorraine les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle du calcul.

A défaut de réception dans le délai prévu, il sera considéré que les prix initiaux restent inchangés pour une année complète. Il ne sera pas procédé en fin de contrat à une régularisation des prix révisés si le titulaire n'a pas fourni dans les délais mentionnés, le détail des prix révisés conformément à l'indice de prix indiqué ci-dessous.

### **7.3 – Clause de sauvegarde**

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité, lorsque la révision des prix selon les modalités mentionnées ci-dessus génère une augmentation des prix initiaux supérieure à 3% l'an.

## **Article 8 – Avance et acomptes**

### **8.1 - Avance**

Pour chaque marché subséquent ou bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, le montant de l'avance est égal à 30 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché subséquent ou du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

### **8.2 - Acomptes**

Conformément à l'article R2191-21 du Code de la Commande Publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.3 du CCAG-FCS. Cette demande devra être remise à l'adresse indiquée à l'article suivant du présent CCAP après admission des prestations correspondant à la demande d'acompte.

## **Article 9 – Facturation**

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'université de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro 2017 à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : numéro de bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres).

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG-FCS, la facture portera, outre les mentions légales :

Le **numéro d'engagement (EJ)** fourni par l'université, que vous trouverez en haut à droite sur le bon de commande (qui commence par **4500 suivi de 6 chiffres**).

Mentions légales d'une facture :

[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29-\[BIE\\_183\\_20190919\\_objetclassique\]-20190919-](https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires?xtor=ES-29-[BIE_183_20190919_objetclassique]-20190919-)

[\[https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires\]-1283696](https://www.economie.gouv.fr/entreprises/factures-mentions-obligatoires]-1283696)

- Date d'émission de la facture
- Numérotation de la facture
- Date de la vente ou de la prestation de service
- Identité de l'acheteur (UL)
- Identité du vendeur ou prestataire dont dénomination sociale, numéro de RCS et SIREN
- Adresse de livraison
- Adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison
- Le numéro de bon de commande s'il a été préalablement émis par l'acheteur
- [Numéro individuel d'identification à la TVA](#) du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA
- Désignation du produit ou de la prestation
- Décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni
- Prix catalogue, majoration (frais de transport et emballage), Rabais remise ristourne éventuelles
- [Taux de TVA](#) légalement applicable
- Montant total de la TVA correspondant
- Somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- [Date ou délai de paiement](#)

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro 2017 ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Tous renseignements relatifs à la facturation peuvent être envoyées par courriel à l'adresse : [ac-facturier@univ-lorraine.fr](mailto:ac-facturier@univ-lorraine.fr)

## **Article 10 – Mode de règlement**

Le mode de règlement est le virement avec paiement à 30 jours maximum, dans les conditions fixées par les articles R2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique.

La monnaie de compte du contrat est la même pour toutes les parties prenantes : l'Euro.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément à l'article L2192-13 du Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Pour les titulaires non établis en France, le règlement s'effectue par virement à l'étranger, sauf lorsque le titulaire dispose d'un compte courant ouvert dans un établissement bancaire implanté sur le territoire français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **Article 11 – Droit et langue**

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les litiges éventuels sont portés devant le tribunal administratif de Nancy.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'Université de Lorraine lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les inscriptions sur les fournitures livrées au titre de l'accord - cadre sont en français.

Les correspondances relatives à l'accord - cadre sont rédigées en français.

## **Article 12 – Pénalités**

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'application des pénalités qu'il encourt n'exclut pas l'application d'éventuelles décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet que l'Université peut prendre en application de l'article 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à **1000 euros**.

### **12.1 - Pénalités pour retard dans la transmission du bilan annuel ou du bilan BEGES**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, une pénalité de **60 euros** pourra être appliquée par jour ouvré de retard sans mise en demeure préalable en cas de retard dans la transmission du bilan annuel ou du bilan BEGES pour les titulaires qui y sont soumis.

Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

## **12.2 - Pénalités pour retard de livraison**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, une pénalité de **60 euros** pourra être appliquée par jour ouvré de retard sans mise en demeure préalable en cas de retard dans la livraison des contenants.

Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

## **12.3 - Pénalités pour retard d'exécution des prestations**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, une pénalité de **60 euros** pourra être appliquée par jour ouvré de retard sans mise en demeure préalable en cas de retard dans l'exécution des prestations de collecte.

Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

## **12.4 - Pénalité pour prestations non conformes au cahier des charges**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, une pénalité de **100 euros** pourra être appliquée par constat de prestations non conformes aux exigences du contrat, sans mise en demeure préalable. Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

## **12.5 - Pénalité pour prestations non conformes aux prestations commandées**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, une pénalité de **100 euros** pourra être appliquée par constat de prestations non conformes aux bon de commande, sans mise en demeure préalable. Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

## **12.6 - Pénalité pour non-conformité des véhicules de collecte des déchets**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, une pénalité de **150 euros** pourra être appliquée par constat de non-respect des clauses prévues à l'article 10 du CCTP, sans mise en demeure préalable. Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

## **12.7 - Pénalité pour non-remplacement d'un équipement défectueux dans les délais**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, une pénalité de 100 euros par jour pourra être appliquée par constat de non-remplacement d'un équipement défectueux, après mise en demeure préalable. Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

## **12.8 - Pénalités pour retard ou omission dans la transmission d'une offre préalable à la conclusion d'un marché subséquent ou d'une mise à jour dans le cadre de la clause de réexamen**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, une pénalité forfaitaire de 50 euros pourra être appliquée sans mise en demeure préalable en cas de retard ou d'omission dans la transmission d'une offre préalable à la conclusion d'un marché subséquent ou d'une mise à jour dans le cadre de la clause de réexamen.

Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

### **12.9 - Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 60 € TTC par heure non réalisée.

En cas de défaut caractérisé de transmission des informations au facilitateur désigné dans les conditions définies à l'article 4.8.7 du présent CCAP : le titulaire subira une pénalité de 100 € TTC par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

## **Article 13 – Modifications relatives au titulaire**

Toute modification affectant le titulaire est impérativement portée sans délai à la connaissance de l'établissement.

Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait Kbis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

### **13.1 Modifications mineures**

Sont considérées mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant.

### **13.2 Modifications majeures**

Sont considérés majeurs tous les projets de fusion ou d'absorption de l'opérateur économique titulaire et tous les projets de cession de l'accord-cadre.

Le transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'établissement.

Le titulaire doit informer l'établissement dans les plus brefs délais de ce changement et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du présent contrat par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

## **Article 14 – Dérogations au CCAG-FCS**

L'article 1.4 du présent CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG-FCS ;  
L'article 1.5 du présent CCAP déroge aux articles 3.2.2, 41.1 et 41.1 du CCAG-FCS ;  
L'article 2.1 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;  
L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS ;  
L'article 5 du présent CCAP déroge aux articles 27.3 et 28.2 du CCAG-FCS ;  
L'article 6.2 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS ;

L'article 7.3 du présent CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS ;  
L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 11.3 du CCAG-FCS ;  
L'article 12 du présent CCAP déroge aux articles 14.1, 14.1.3 et 30 du CCAG-FCS.